

Margaret Dongo, nouveau hérault de la démocratie au Zimbabwe

LA victoire surprise de la can- (le citoyen de base) et la fervente
didate indépendante dans fidélité de nombreux militants du

Mwashita. Dongo s'étant vainement opposée à cette manœuvre et ayant compris que le président était prêt à endosser le truquage des primaires, boycotta celles-ci et annonça son intention de se présenter aux législatives en indépendante. Cette décision traduisait bien sûr son ressentiment d'être injustement mise à l'écart, mais elle s'appuyait aussi sur une conviction que la démocratie interne était pour la ZANU-PF la condition *sine qua non* du maintien de son audience parmi « les masses ».

Dongo fut suspendue — puis exclue une fois l'élection passée — du parti au pouvoir et une campagne systématique de dénigrement fut menée à son encontre dans les médias contrôlés par le gouvernement (à la radiotélévision et dans le quotidien *The Herald* notamment). Le président Mugabe, lequel percevait cette candidature comme un défi direct à son autorité personnelle, prit une part active à l'halali. Dongo a mené une campagne dynamique et enracinée dans ses soutiens populaires à Sunningdale, sans céder face aux menaces, ni même à la violence exercée contre ses partisans par les nervis de la ZANU-PF. Lors de l'annonce des résultats du scrutin des 8 et 9 avril, la victoire de Mwashita, avec un millier de voix d'avance, rencontra le scepticisme de tous ceux qui avaient suivi de près la campagne dans Harare South, notamment les correspondants de la presse internationale.

Dongo n'était pas prête à se déclarer vaincue pour autant. Elle fut la seule des candidats indépendants ou issus des partis d'opposition à déposer un recours en annulation devant le juge de l'élection, la High Court of Zimbabwe. Ayant travaillé jusqu'à son élection en

1990 pour les services secrets, la CIO (Central Intelligence Office), elle savait à quoi s'en tenir quant aux méthodes employées par le régime pour obtenir les résultats idoines aux élections en apparence pluralistes. Ayant obtenu une copie de la liste électorale (une chance que n'ont pas eu les candidats des partis d'opposition), elle en a relevé systématiquement les erreurs. Pendant les deux jours du scrutin, ses scrutateurs ont couché sur des cahiers d'écolier les noms des personnes admises à voter alors qu'elles ne figuraient pas sur la liste électorale.

Armée de ces informations, Dongo obtint la réouverture sous le contrôle du juge des urnes scellées et son avocat put faire la preuve que le nombre de bulletins excédait de plus d'un millier celui des électeurs comptabilisés, qu'un grand nombre de personnes admises à voter ne résidaient pas dans la circonscription et que la loi électorale avait été violée de façon répétée par le *Registrar General* chargé d'organiser les élections, un proche parent du président Mugabe. Dans son audience du 11 août dernier, la High Court annula le scrutin d'avril dans Harare South et ordonna l'organisation d'une élection partielle. Admettant les faits au nom de l'État (en l'occurrence le *Registrar General* et le *Election Directorate*) et acceptant par avance l'annulation du résultat d'avril, l'*Attorney General* avait cherché à limiter le scandale en évitant que le jugement ne s'appesantisse sur les aspects frauduleux les plus évidents (le bourrage des urnes notamment). Cependant, il était clair que Dongo avait remporté une grande victoire pratique et symbolique : pour la première fois depuis l'indépendance, il avait été prouvé devant une cour

de justice que la ZANU-PF truquait les élections. Chacun était naturellement tenté d'étendre cette révélation à l'ensemble des circonscriptions du pays et plusieurs partis d'opposition, en particulier ceux qui avaient appelé au boycott, demandèrent l'annulation du scrutin dans son ensemble.

Restait la question de l'attitude à adopter face à l'élection partielle. Nombreux étaient ceux qui conseillaient à Dongo de jeter l'éponge une fois la démonstration faite que le système était lourdement manipulées en faveur de la ZANU-PF. Outre son tempérament qui la pousse à aller au bout de ses engagements en dépit des risques encourus (les menaces contre sa personne se sont faites de plus en plus explicites au fur et à mesure de la campagne électorale et il n'est pas certain que son statut de député la protège véritablement d'un « accident » dans les mois à venir), elle a subi la pression de ses supporters. C'est une des lignes directrices de son comportement que de s'estimer comptable de ses actes vis-à-vis des gens de sa circonscription qui l'ont aidée dans sa campagne électorale. Cette attitude qui tranche avec celle des « *big men* » du parti lui assure en retour des partisans dévoués corps et âme (l'une des femmes qui ont été le pivot de sa campagne, arrêtée par la police, a défendu courageusement sa candidate en dépit des gifles que lui assenait un inspecteur).

Dongo est donc repartie en campagne en privilégiant le porte-à-porte sur les rassemblements qui prêtaient le flanc aux provocations des nervis de la ZANU-PF. Le principal obstacle était le manque d'argent, l'État n'ayant pas payé les frais du procès devant la Cour suprême dans lesquels la candidate

indépendante avait investi ce que la campagne d'avril n'avait pas encore dilapidé. Certains entrepreneurs africains de sa circonscription lui ont apporté une aide financière ou matérielle (véhicule et sonorisation), en dépit des pressions exercées sur eux par le parti au pouvoir. Chaque nouveau dollar était aussitôt investi dans des tracts et des affiches. Celles-ci furent si nombreuses que la ZANU-PF, moins bien pourvue en militants qu'elle ne le prétend, ne fut pas en mesure de les faire toutes arracher. En dépit du boycott dont elle fit l'objet sur les médias d'État, notamment à la radiotélévision, Dongo fut en mesure de toucher la plupart des électeurs de sa circonscription.

Certains dirigeants du parti s'efforcèrent de ternir son nom à l'occasion d'une manifestation contre la violence policière (lors de l'arrestation manquée d'un malfaiteur, un policier avait tué deux passants et blessé gravement un troisième) conduite le 10 novembre par l'organisation de défense des droits de l'homme, ZimRights. Après la dispersion de la manifestation, un groupe d'étudiants, renforcé par de jeunes sous-prolétaires sans ressources (« *street kids* »), s'est livré à des déprédations, incendie d'automobiles et pillage de magasins pendant trois heures.

L'étrange passivité de la police antiémeutes au moment où la manifestation a commencé à dégénérer, les soupçons sérieux qui pèsent sur les deux groupes qui entraînaient les étudiants (l'association « culturelle » Sangano Munhumutapa et l'International Socialist Organisation/Socialist Workers Movement) d'être infiltrés par la CIO et manipulés par la ZANU-PF, les éditoriaux du *Herald*, annonçant par avance la violence pour la con-

damner, qui faisaient ainsi preuve d'une surprenante prémonition ; tout laisse deviner un piège délibérément tendu à ZimRights et aux deux *leaders* politiques qui avaient soutenu l'initiative : Margaret Dongo et Vesta Sithole (femme du président du parti d'opposition ZANU (Ndonga) et candidate infortunée à la mairie de Harare). Dongo fut particulièrement visée dans la presse gouvernementale. Le dimanche suivant, lors d'un meeting électoral de soutien à Mwashita, le ministre de la Justice E. Munangagwa l'accusa d'être responsable personnellement de la violence et des déprédations en tant que co-organisatrice de la manifestation. La menace de poursuites judiciaires pesa un instant sur sa tête, mais la candidate indépendante contre-attaqua en accusant des provocateurs de la ZANU-PF d'avoir initié les débordements.

Au fur et à mesure que la campagne approchait de son terme, les tentatives d'intimidation se firent plus nombreuses. Ainsi, après le discours incendiaire du président Mugabe à son retour du sommet du Commonwealth, le 18 novembre, dans lequel il menaçait les partisans de Dongo de la punition réservée aux traîtres dans la Chimurenga (guerre de libération pendant laquelle la guérilla commit autant d'exactions contre les civils que l'armée rhodésienne), des membres de la ligue des jeunes de la ZANU-PF s'en prirent aux partisans de Dongo à Sunningdale. Non seulement la police n'intervint pas pour les protéger, mais les victimes — accusées de provocation — furent arrêtées et relâchées sous caution deux jours plus tard seulement. Plusieurs gros bonnets de la clique au pouvoir s'étaient déplacés pour faire campagne contre Dongo et le

président aurait déclaré en réunion du Cabinet : « *Il nous faut Harare South, il est hors de question de laisser une circonscription de la capitale à l'opposition ou à un indépendant* ». Dans ce climat, la défaite de Margaret apparaissait inévitable.

Pourtant, au terme du dépouillement, le 27 novembre au matin, la candidate indépendante obtint 3 075 voix — 65,59 % des suffrages exprimés — contre 1 613 à sa rivale Mwashita et 44 bulletins nuls (pour la plupart des voix pour Dongo annulées parce que l'électeur avait ajouté un commentaire de son cru sur le bulletin). La faible participation d'environ 18 % — nonobstant le fait que le nombre d'électeurs figurant sur la liste électorale ne correspond pas à grand-chose tant la constitution des listes est manipulée — est habituelle dans une élection partielle. Certains partisans de Dongo ne comprenaient pas qu'il fallait retourner aux urnes, la victoire obtenue devant la High Court devant suffire à leurs yeux. Margaret n'a retrouvé que 58,13 % de ses électeurs d'avril. Certains furent effrayés par l'intimidation et les menaces de violence du camp ZANU-PF. D'autres ont été effectivement convaincus que l'élection serait à nouveau truquée et qu'il était inutile de se déplacer. L'érosion est encore plus forte pour Mwashita : 25,66 % seulement de ses électeurs d'avril. Ceci corrobore les faits mis en lumière par le recours en annulation : une bonne partie des électeurs de Mwashita en avril provenait du dehors de la circonscription.

Au-delà, la mauvaise mobilisation des supporters du parti au pouvoir peut refléter une série de facteurs convergents :

1) Les piètres performances de la candidate Mwashita dont les

prestations orales étaient de l'avis général pathétiques (elle a également inauguré son mandat en avril) truquer le scrutin. Après l'annonce des résultats, N. Shamuyarira était visiblement effondré à la perspective

Sekeramayi, les animateurs de la cabale contre Dongo. C'est également, peu après l'élection à la mairie de Mutare d'un indépendant, lui aussi expulsé du parti, une nouvelle preuve que la ZANU-PF n'est pas invincible et que sa popularité est déclinante — au moins dans les zones urbaines. Enfin, la victoire de la candidate indépendante confirme *a contrario* combien les élections d'avril avaient été manipulées, ce qui jette un soupçon d'illégitimité sur l'actuel gouvernement du pays.

Dongo sort de cette saga électorale avec un énorme capital de sympathie dans l'ensemble du pays (comme en témoignent les centaines de coups de téléphone de félicitations reçus de toutes les provinces et venant parfois de parfaits inconnus). De dissidente ZANU-PF loca-

lant les partis qui s'en réclament officiellement. Elle estime prématurée la fondation d'un nouveau parti et entend ne pas gaspiller son capital politique dans des aventures sans perspective de succès, telle l'élection présidentielle de 1996 à laquelle certains « amis » — dont les intentions ne sont peut-être pas toujours très pures — la pressent de participer. Dongo va plutôt s'efforcer de travailler avec les autres indépendants chassés de la ZANU-PF et de jouer sur les divisions croissantes au sein du parti au pouvoir, dont certains *backbenchers* lui ont déjà fait savoir qu'ils comptaient sur elle pour mener la fronde au Parlement.

Cette énergique jeune mère de cinq enfants, à l'instruction sommaire — l'équivalent du BEPC — mais à la volonté de fer, n'a pas fini